

THE CONVERSATION

Academic rigor, journalistic flair

En Ukraine et ailleurs, comment les politiques de dissuasion peuvent provoquer la guerre

Published: February 23, 2022 1.36pm EST

Thomas Lindemann

Professor of International Relations & Political Science at L'École polytechnique, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) – Université Paris-Saclay



Un MiG-29 de l'armée de l'air bulgare atterrit devant un Eurofighter EF-2000 Typhoon II espagnol sur la base aérienne de Graf Ignatievo, près de Plovdiv, le 21 février 2022. L'Espagne a déployé quatre avions de combat en Bulgarie, pays membre de l'OTAN. Les alliés de l'OTAN ont mis des forces en état d'alerte et envoyé des navires et des avions de chasse pour renforcer les défenses orientales de l'Europe, alors que les tensions montent en flèche en raison du renforcement militaire de la Russie autour de l'Ukraine. Nikolay Doychinov/AFP

La politique américano-européenne en Ukraine semble s'inspirer d'un calcul simple : si les bénéfices de la paix l'emportent sur ceux de la guerre, le Kremlin s'abstiendra de recourir à la force armée. Aussi les responsables otaniens menacent-ils régulièrement la Russie de tout un attirail de représailles qui seraient insupportables pour un pays au PIB semblable à celui des Pays-Bas, aux dépenses militaires comparables à celles de la France et qui, en outre, sait qu'un conflit ouvert avec l'Ukraine, dont la population, sauf à l'Est, lui est largement hostile, serait pour lui très coûteux.

A priori, cette approche mise en œuvre par les pays otaniens semble frappée au coin du bon sens.

Elle mérite pourtant d'être interrogée car elle peut aussi avoir un effet exactement inverse. Ce qui est tristement illustré par le lancement de l'opération militaire de Moscou durant la nuit de mercredi à jeudi.

Au cœur de la dissuasion : l'image donnée par chacune des parties

En affirmant qu'une invasion totale de l'Ukraine par la Russie est imminente, les responsables de l'OTAN ont dramatisé les manœuvres et concentrations militaires russes aux frontières de sa voisine. Ce faisant, ils ont cherché à rendre plus crédible leur menace dissuasive : l'idée était de convaincre Moscou de leur détermination absolue. Mais comment expliquer que, malgré tout, les dirigeants de Moscou aient devancé l'affrontement en reconnaissant les républiques séparatistes de Lougansk et de Donetsk ?

Crise Ukraine-Russie : une semaine de tension entre provocatio...



Un retour historique sur le rôle de la dissuasion dans les crises internationales peut être utile. Même s'il faut se méfier de toute analogie hâtivement établie, deux constantes politiques semblent relativement incontestables pour comprendre l'issue d'une crise.

Tout d'abord, les décideurs d'une entité étatique aspirent non seulement à assurer la sécurité et la survie de leur entité, mais aussi leur propre survie politique. La « profession politique » est une carrière comme une autre, et les dirigeants doivent jouer la partition de la souveraineté nationale pour conserver leur légitimité. À cet égard, la dramatisation du conflit ukrainien par Boris Johnson peut ainsi s'interpréter comme une performance d'« homme fort », dans un contexte interne où son sérieux de dirigeant est en question.

Des leaders politiques qui apparaissent passifs, voire dominés, devant une « puissance étrangère » auront une vie politique très courte comme le démontre l'expérience de l'administration Carter en 1979 dans la crise des otages avec l'Iran.

Cela conduit à un deuxième constat : si la dissuasion relève apparemment d'un calcul rationnel coût-avantage impeccable, elle comporte un inconvénient majeur : celui qui s'y conforme apparaît facilement « soumis », même humilié. En d'autres termes, les coûts de la dissuasion en termes psychologiques et de légitimité peuvent être considérables et inciter des dirigeants comme Slobodan Milosevic ou Saddam Hussein à accepter l'affrontement, malgré une infériorité évidente.

L'option de la dissuasion empathique : enseignements de 1914 et de 1962

Pourtant, il existe une alternative : celle de la dissuasion « empathique ».

Cette approche consiste à prendre en considération les coûts psychologiques de la dissuasion pour la partie qui en fait l'objet. Pour cela, il s'agit d'abord de privilégier le format privé dans son exercice. En effet, une menace proférée en tête à tête est plus facilement acceptée qu'une menace exprimée au vu et su devant l'audience interne. La crise de juillet 1914 et la crise de Cuba d'octobre 1962 en sont des illustrations.

En 1914, alors que le chancelier allemand Bethmann Hollweg cherchait encore activement, le 29 juillet, à arrêter l'escalade en poussant son allié austro-hongrois à accepter un compromis avec la Triple Entente, il changea radicalement d'attitude dans la soirée du 30 juillet et donna le feu vert à la mobilisation générale. Que s'était-il passé ?

Le 28 juillet, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, Lord Grey, avait menacé Bethmann Hollweg, lors d'une conversation privée, expliquant qu'en cas de conflit Londres soutiendrait la France et la Russie. La menace, qui n'avait pas fuité, avait porté ses fruits, et le chancelier avait donc tout fait pour éviter que la situation ne dégénère. Mais le 30, on apprit que la Russie avait ordonné une mobilisation partielle. Cette information, publique, avait placé le chancelier, réputé trop « mou », devant une immense pression non seulement militaire, mais réputationnelle. Il ne pouvait pas se permettre de céder. On connaît la suite...

L'Europe en 1914 et le déclenchement de la Grande Guerre



48 ans plus tard, le monde a évité un autre affrontement cataclysmique. Probablement en partie parce que c'est en privé que le président Kennedy, au dernier jour de la crise cubaine, avait averti le numéro un soviétique Khrouchtchev de l'imminence d'une escalade militaire américaine. Khrouchtchev put reculer, mais sans perdre la face.

Un autre aspect de la dissuasion empathique concerne la reconnaissance de l'autre comme acteur autonome, notamment via la préservation de l'image de sa souveraineté, même quand celle-ci est largement fictive. Alors que l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie de 23 juillet 1914 est l'un des exemples les plus flagrants d'un radical mépris de toute reconnaissance d'action autonome de l'autre – Vienne exigeait notamment la coopération de la police serbe avec les autorités austro-hongroises dans la recherche des « coupables » de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand –, le président Kennedy reconnut en fin de crise, sans engagement formel mais publiquement, la souveraineté de Cuba via un engagement de non-invasion.

Cette concession était importante pour que Khrouchtchev puisse sauver partiellement la face. Poussé par des considérations internes, car les élections parlementaires de mi-mandat approchaient, Kennedy garda secrète la concession du retrait de missiles américains de Turquie. Ce caractère secret de la décision du président américain aurait pu être fatal à la résolution de la crise. En effet, l'URSS voulait un accord public, qui aurait souligné que les deux « Grands » traitaient sur un pied d'égalité : les Soviétiques retireraient leurs missiles de Cuba, les Américains retireraient les leurs de Turquie. Néanmoins, Kennedy comprenait que l'invasion d'un allié « socialiste », le Cuba de Castro, serait inacceptable pour l'URSS, et mena sa gestion de crise sur cette base.

Tout indique que la politique de la dissuasion mise en œuvre par les décideurs américains dans la crise ukrainienne est à l'opposé d'une démarche empathique : les menaces sont publiques et personne ne semble se demander comment les leaders russes pourraient accepter que tous leurs voisins européens, et pis encore, les anciennes républiques soviétiques, intègrent l'OTAN.

Les politiques otaniennes auront surtout contribué à un processus qui a fait monter la tension à un point inédit. Le message du Kremlin semblerait le suivant, pour obtenir une finlandisation de l'Ukraine : si l'Ukraine doit intégrer l'OTAN, nous allons annexer par la force l'Est du pays. Si cette solution ne semble pas « raisonnable », elle paraît pourtant politiquement seule en mesure de permettre à la Russie de se mettre en scène comme grande puissance souveraine...

Cet article a été co-écrit avec Vincent Touze, docteur en sciences politiques, spécialiste de la crise de Cuba.